

TRAIT D'UNION



ADRA

FRANCE

FEMMES

EN PREMIERE

LIGNE

"Malgré les progrès considérables lors du dernier demi-siècle dans notre pays, force est de constater que la situation reste déséquilibrée au détriment des femmes."



FEMME FRAGILE



ELLES DEMANDENT L'ASILE



QUE FAIRE CONTRE LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE ?

SOMMAIRE

03 - EDITO



FRANCE

- 4 - ELLES ONT DEMANDÉ L'ASILE
- 6 - UNE FEMME FRAGILE
- 8 - UNE FEMME SUR LA BRÈCHE
- 9 - UNE FEMME CHEFFE DE FAMILLE
- 10 - D'HAÏTI À MITRY-MORY
- 11 - ANINA CIUCIU, L'AVOCATE DES MINEURS



INTERNATIONAL

- 13 - HAJER
- 14 - FEMMES D'AFFAIRES
- 16 - COORDINATRICE DE PROJETS
- 18 - DOSSIER SPÉCIAL : PRÉCARITÉ MENSTRUELLE / UNISOAP
- 22 - TATIE HANTA
- 24 - KALEBA AINA



POUR ALLER PLUS LOIN

- 26 - SERVICES CIVIQUES
- 27 - NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 28 - REMERCIEMENTS AUX SORTANTS
- 29 - WEEK-END ADRA ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
- 30 - CADEAUX SOLIDAIRES
- 31 - ADRA KIDS

CONVOCACTION AG EN PRÉSENTIEL OU EN DISTANCIEL

(SUR LA BASE DU DÉCRET N° 2021-255 DU 9 MARS 2021)

LE DIMANCHE 13 JUIN 2021 À 9H30.

A L'ORDRE DU JOUR :

RAPPORT MORAL, FINANCIER ET D'ACTIVITÉS

AINSI QUE DES QUESTIONS DIVERSES.



JOURNAL TRAIT D'UNION ADRA FRANCE

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Philippe Aurouze

RÉDACTEUR EN CHEF

Alain Lovera

MISE EN PAGE

Jérémie Rossetti

COMITÉ DE RÉDACTION

Philippe Aurouze, Evelyne Nielsen, Luminita Petcut,
André Isidio de Melo, Jérémie Rossetti

ADRESSE ADMINISTRATIVE :

30 avenue Émile-Zola
B.P. 102
77193 Dammarie-les-Lys
Tél. : +33 (0)1 64 79 31 50

ADRESSE DU SIÈGE :

130 Boulevard de l'Hôpital
75013 Paris



www.facebook.com/adrafrance.fr



www.twitter.com/adrafrance

Newsletter sur www.adra.fr

Mail. Info@adra.fr

Crédits photos : bénévoles ADRA, www.shutterstock.com
ADRA France-ISSN 2491-6854



EDITO

QUELLE ÉGALITÉ ?

Légalité entre les femmes et les hommes reste un sujet d'actualité, et même, en France, la mission d'un ministère spécifique. Malgré les progrès considérables lors du dernier demi-siècle dans notre pays, force est de constater que la situation reste déséquilibrée au détriment des femmes. Les femmes restent les principales victimes des conséquences de la crise sanitaire, de la pauvreté et des violences de toutes sortes.

Esther Duflo, prix Nobel d'économie 2019, explique que les femmes sont les principales perdantes au niveau du marché du travail qui s'est considérablement rétréci, tant en Europe qu'aux États-Unis. Et c'est surtout les charges du foyer qui pèsent sur les mères, et qui les tiennent éloignées de l'emploi. Dans les pays émergents, la situation est souvent pire, naître

filles, peut s'avérer être un véritable malheur, et l'accès à l'éducation un rêve impossible. Alors que les femmes représentent plus de la moitié de l'humanité, ce sont elles qui majoritairement, sont les victimes des discriminations et des injustices. Cette discrimination est souvent justifiée de façon fallacieuse par la culture ou la religion : Dieu n'a-t-il pas dit à Eve (le maillon faible) : **" Tu seras dominée par ton mari ."**

Pourtant les femmes sont, pour les O.N.G., les partenaires les plus fiables. Pour les projets de micro-crédit qui servent à financer une activité économique, pour le prêt d'un cheptel de chèvres, de moutons ou de volailles, pour une activité agricole... les femmes sont les plus responsables et les plus dignes de confiance. Elles remboursent leurs dettes dans la majorité des cas, ce que les hommes ne font pas. Enfin, les femmes sont les plus engagées numériquement dans le soutien aux personnes défavorisées. Elles sont ma-

ajoritaires dans les métiers de l'aide à la personne, dans les services sociaux et médicaux. Elles font preuve de plus d'empathie que les hommes.

Et si le poète Aragon a écrit que **" la femme est l'avenir de l'homme "** sans doute faisait-il référence à **" l'humanité."**

Qu'elles soient les principales victimes dans nos sociétés est une grande injustice. Et pour changer les choses, à supposer qu'on le souhaite, il faut prendre conscience qu'elles sont indispensables en raison de leur engagement et de leur fiabilité :

Messieurs ! Si nous commençons par leur laisser plus de responsabilités ?

Alain Lovera
Rédacteur en chef



ELLES ONT DEMANDÉ L'ASILE

Elles viennent du Tchad, du Rwanda, du Burundi, d'Éthiopie, d'Irak. Elles vivent dans un CADA à Dunkerque, c'est-à-dire un Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile

Nos amies en pleines
voies de l'asile

E

Elles viennent du Tchad, du Rwanda, du Burundi, d'Éthiopie, d'Irak. Elles vivent dans un

cada à Dunkerque, c'est-à-dire un centre d'accueil de demandeurs d'asile. Elles ont entre 30 et 45 ans environ.

Pourquoi sont-elles arrivées en France après de nombreuses aventures ? Pour certaines, elles ont été mariées de force trop jeunes. Victimes de violence, trompées, menacées, elles ont été obligées de fuir en abandonnant tout derrière elles : enfants, famille, pays. Ce sont des femmes blessées, déracinées, encore habitées par leur dou-

“

Elles ne vont pas oublier d'où elles viennent et les êtres chers qu'elles ne reverront peut-être jamais, mais doucement, à l'écoute et la bienveillance de leur nouvel entourage, elles finiront par trouver une place, leur place, dans leur pays d'accueil.

oureux passé, par leur fuite, par toutes les embûches du voyage.

Les voilà maintenant dans un pays où, pour certaines, elles doivent s'astreindre au difficile apprentissage d'une langue nouvelle dont les caractères et la syntaxe sont très différents de la leur. Pour toutes, c'est découvrir pas à pas une nouvelle culture et s'y adapter bon an mal an. Pour les sortir de leur « enfermement » au CADA, où elles ne

disposent que d'une chambre minuscule, des assistantes sociales les ont conduites à Claudette. Une femme remarquable, Claudette ! C'est elle qui, depuis des années, mène à bien les actions de notre antenne de Dunkerque avec sa formidable équipe. Et ces femmes brisées, qui ont laissé leurs enfants contre leur gré et auxquels elles pensent sans cesse, se retrouvent, dans un sympathique mélange de nationalités, de cultures, de

suite page 5

suite de la page 4

religions, de langues et d'habitudes alimentaires, autour d'une table à éplucher des légumes! Elles préparent ensemble les repas pour les migrants que sert l'antenne. C'est une occasion de détente, d'échanges, certainement aussi de joyeux quiproquos! Le français du Tchad n'est pas exactement le même que celui du Rwanda-Burundi. L'Arabe que parle aussi notre Tchadienne ne correspond pas toujours à celui de notre Irakienne! Elles préparent les repas à leur goût. Et les goûts sont différents! Surtout pour les haricots! L'une d'entre elles participe aux services sur le terrain. L'antenne n'offre pas seulement des repas mais également des vêtements, couvertures, duvets, hygiène... Les femmes participent aussi au tri des habits reçus. La cuisine et les services des repas, la

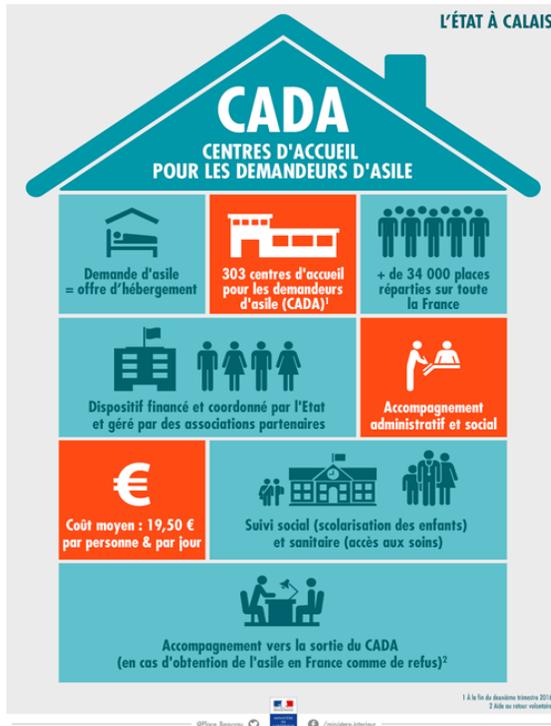
gestion des vêtements et leur distribution sont autant d'occasions pour ces femmes de donner d'elles-mêmes et d'acquiescer petit à petit des responsabilités. En un mot retrouver leur dignité! Elles ne vont pas oublier d'où elles viennent et les êtres chers qu'elles ne reverront peut-être jamais, mais doucement, grâce à l'écoute et la bienveillance de leur nouvel entourage, elles finiront par trouver une place, leur place, dans leur pays d'accueil. Nos amies Burundaise et Irakienne ont bien voulu nous partager un peu de leur histoire.

Nous n'avons pas besoin de détails. Nous saurons lire entre les lignes...

Notre première amie a quitté l'Irak parce que menacée de mort plusieurs fois. A peine pubère,

Quant à notre deuxième amie, elle vient du Burundi où elle était membre d'une association de défense des droits de l'homme. Son mari est accusé de travailler de connivence avec les opposants

au troisième mandat du président d'alors dont la candidature était jugée illégale et anti-constitutionnelle par de nombreux Burundais. Il prend la fuite et se réfugie dans un pays voisin. Elle se cache alors pendant quelque temps dans le pays et décide quand même de retourner chez elle. C'est alors que les membres du parti au pouvoir se vengent sur elle et porte atteinte à son intégrité et intimité de femme. Elle arrive finalement en France où sa fille étudie. Elle demande asile et elle vient d'obtenir protection en janvier cette année.



elle a été mariée de force à un homme trois fois plus âgé qu'elle. Plusieurs enfants sont nés de cette union. Mais elle veut une éducation. Elle devient professeur d'arabe et souhaite travailler pour défendre le droit des femmes. Son mari s'oppose catégoriquement à ses projets. Elle demande le divorce. S'ensuit une situation tellement intenable, qu'elle fuit. Elle trouve refuge en Iran pendant quelque temps. Finalement la voilà en France demandant asile. Elle sait qu'elle ne pourra jamais retourner dans son pays.

*Evelyn Nielsen
avec Claudette Hannebicque
de l'antenne Adra Dunkerque.*

*Pour suivre l'antenne, voir sa page
facebook Adra Dunkerque*





“Chacun sa route, chacun son histoire...”

C'est ici le parcours d'une femme forte et fragile : celui d'Ileana Cretu, originaire de Roumanie, mariée, avec deux enfants maintenant !

Elle est plutôt contente de raconter son histoire car elle a ainsi l'occasion d'exprimer des choses, de donner des explications, ce qu'elle ne pourrait pas faire autrement. Elle m'a dit : « Je le fais pour tout le monde mais surtout pour ma communauté, car je veux qu'on nous regarde autrement, pas avec de la compassion mais avec la confirmation qu'il existe un espoir pour nous. »

Ileana, parle-nous de ton enfance

« Je viens d'une famille de quatre enfants. Mes parents devaient travailler dur, très dur pour pouvoir nous assurer le minimum – de quoi manger. Comme maman était souvent absente, c'est ma grand-mère



qui m'a élevée ; c'est elle qui m'a enseignée l'essentiel de la vie : respecter les personnes âgées, être sage et accomplir les missions de femme – être à l'écoute de mon mari et tenir la maison en ordre. J'aurais aimé faire une formation de couturière mais nous n'en avons pas les moyens et j'ai dû travailler très jeune dès l'âge de 7 ans. Je pouvais aller à l'école seulement pendant l'hiver, 3-4 mois et puis, dès qu'il faisait beau, je devais faire des briques avec mes frères plus âgés, de 12 et 15 ans. Nous devions produire 2000 briques par jour.»

« A 9 ans j'ai eu en charge la garde de ma petite sœur, un bébé qui demandait bien évidemment notre maman.

Je m'en souviens très bien, comme si c'était hier, parce que je ne pouvais pas l'allaiter ni lui donner un vrai biberon avec du lait (un vrai luxe !). J'ai confectionné moi-même une sorte de tétine – un morceau de tissu où je mettais du sucre, je faisais un nœud et je mouillais tout ça dans l'eau. C'est ainsi que j'arrivais à l'endormir, un sacré travail ! »

Raconte-nous ta vie d'adulte. A quel âge t'es-tu mariée et comment es-tu arrivée en France ?

« A 16 ans je me suis mariée, avec un homme que j'ai choisi moi-même, je veux dire que ce n'était pas un mariage arrangé. Avec Marian en Roumanie j'ai eu deux enfants qui ont décédé, un de dysenterie et l'autre de mort subite. J'étais détruite, en dépression totale. Nous avons quitté la Roumanie car nous n'avions pas la possibilité de travailler. Après la chute de Ceausescu, l'agriculture s'est privatisée et nous avons perdu nos lieux de travail.

UNE FEMME FRAGILE

“J’AI PENSÉ LA CONNAÎTRE CAR JE LA CÔTOIE DEPUIS PLUS DE TROIS ANS. JE NE SAVAIS PAS JUSQU’À QUEL POINT UN ACCUEIL SI CHALEUREUX AVEC UN SOURIRE GÉNÉREUX POUVAIT CACHER TANT DE TRISTESSE ET DE MALHEUR.”

suite de la page 6

C’est en Italie que nous avons tenté notre chance.

Je me rappelle que mon mari, afin de se faire accepter et d’être regardé autrement qu’avec dégoût, m’a demandé de me mettre en pantalon. Comme j’étais gênée, même devant mon mari ! Il y avait une gêne que je ne pourrais pas vous l’expliquer. J’ai finalement accepté mais j’avais toujours une jupe dans mon sac. Dès l’occasion se présentait je l’ai enfilé en un instant. M’habiller en pantalon et de couper mes cheveux, c’était comme si je trahissais mes origines. Je ne me sentais pas bien, ce n’était pas moi. »

« Je suis arrivée en France en 2017 et en 2018 j’ai mon troisième enfant et puis un quatrième. J’ai eu aussi une fille, elle était si belle et bien costaud. A deux mois et demi elle est décédée d’une mort subite. Quelle tristesse, quel goût amer la vie m’a donné. J’avais une fille dont j’étais si fière, Maria Francesca. »

« Dans ma plus grande tristesse, il y a eu une situation que je ne pourrais jamais exprimer assez. Nous habitons la ville de Champlan. Je devais enterrer mon bébé mais le maire de la ville, Christian Leclerc, a refusé en disant : « Je n’aime pas les Roms ni vivants ni morts ». Grâce aux interventions des associations humanitaires et les journalistes qui ont appris notre situation, le maire de Wissous a accepté d’enterrer l’enfant dans sa commune. J’ai eu la proposition d’un avocat de m’accompagner dans une procédure judiciaire contre le maire de Champlan pour une accusation de discrimination. Il voulait m’aider, mais non. Même si je dois mendier toute ma vie, je ne ferais jamais de la mort de ma fille « une affaire », j’ai ma dignité. »

Quels projets pour l’avenir, Ileana ? Comment penses-tu pouvoir sortir de cette condition ?

« Nous avons comme projet de rentrer en Roumanie, car ici ce n’est pas une vie digne mais

ce qui me fait très mal à cette idée de rentrer, c’est que je dois quitter ma fille qui est enterrée à Wissous. »

« J’aurais aimé travailler mais c’est comme un rêve, le plus beau rêve. Il y a des jours où je nettoie tous les espaces verts qui nous entourent. J’ai besoin de travailler ! »

« Mais c’est difficile, je sais, je ne suis pas une priorité, pourtant j’aime beaucoup les animaux par exemple. J’aime travailler en nature, à ciel ouvert...car couturière il est trop tard pour me former maintenant. »

Merci, Ileana, pour ton témoignage.

En partant je lui offre un livre. Elle est tout émue, elle me confirme qu’elle sait très bien lire mais qu’elle n’a pas vraiment eu accès aux livres.

Luminita Petcut

UNE FEMME

SUR LA BRÈCHE

Marie-France B, vous êtes la vice-présidente du CCAS de votre commune, mais aussi, dans votre vie professionnelle, responsable d'un Service Local de Solidarité : le service social du département. J'ai remarqué que le conseil d'administration du CCAS, qui compte douze membres, est composé en grande majorité de femmes (10). Comment expliquez-vous cette sur-représentation féminine ?

C'est exact, hormis Monsieur le Maire qui préside le CCAS, cinq autres membres sont des élues municipales et six autres personnes représentent des associations sociales ou humanitaires. Pour ce qui est des élues municipales, le conseil a sans doute considéré que c'était la place des femmes, sans y avoir forcément beaucoup réfléchi, estimant que cette délégation était davantage féminine que masculine.

Pour les représentants des associations, force est de constater que les femmes sont majoritaires dans des postes à responsabilité. Peut-être sont-elles plus enclines à s'intéresser aux problèmes des gens, plus empathiques. C'est le cas aussi au niveau du personnel des Services Locaux de Solidarité (SLS) du département me semble-t-il ?

Vous avez raison, dans le SLS que je dirige, la trentaine de salariées est exclusivement féminine : assistantes sociales, psychologues, médecin, personnel d'accueil, il n'y a que des femmes. Ce sont des métiers très féminins.

Comment expliquez-vous cela ?

Les hommes ont davantage accès aux métiers manuels que les femmes. Ils ont souvent la satisfaction de voir



concrètement ce qu'ils ont pu réaliser de leurs mains. Dans le domaine social, on a un peu le même type de satisfaction dans le règlement de problèmes souvent complexes. Les bénéficiaires de nos services sont aussi majoritairement des femmes, et d'être accueilli pour évoquer leurs difficultés par d'autres femmes, facilite le dialogue et la mise à plat des problèmes et favorise les confidences.

Pourquoi les bénéficiaires sont-ils principalement des femmes ?

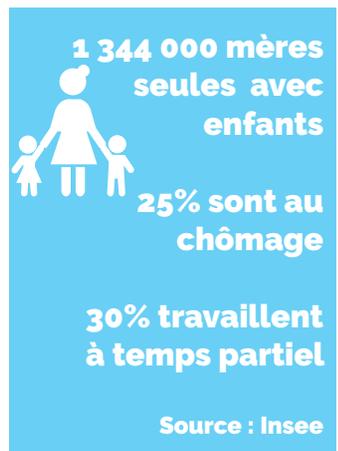
Elles sont les principales victimes de la pauvreté et des violences. Elles sont obligées de gérer les problèmes domestiques d'éducation des enfants, de logement, de fin de mois difficiles. Ce sont elles qui se retrouvent le plus souvent avec la garde des enfants

dans les couples qui se séparent (et qui sont de plus en plus nombreux). Par conséquent la gestion des difficultés leur retombe dessus. Elles sont de fait, les cheffes de famille. Mais elles sont plus souvent que les hommes victimes du chômage, surtout si elles sont sous qualifiées, ce qui est souvent le cas avec la population que nous recevons. Par fierté, les hommes n'aiment pas venir quémander, ou alors ils le font avec agressivité. Nous préférons avoir à faire avec les femmes. Il est plus facile de dialoguer et de régler les problèmes parfois très imbriqués.

Marie-France, une dernière question personnelle, pourquoi avoir choisi cette voie ?

Je ne me suis jamais vraiment posé la question de cette façon, ce job est une sorte de vocation, je suppose. Il m'est apparu comme naturel pour moi, je me sens utile.

Interview réalisé par Alain Lovera





UNE FEMME CHEFFE DE FAMILLE

Maria vit en France depuis une douzaine d'années. Elle a cinq enfants de 5 à 16 ans. Son mari est parti depuis quelques années déjà, la laissant seule avec la gestion de toutes les difficultés. Elle fait partie de la communauté rom, dans laquelle le statut de la femme n'est pas très enviable. Elle n'a aucun droit, mais beaucoup de devoirs, surtout envers ses enfants qu'elle se retrouve seule à élever. Inutile de penser à toucher une pension alimentaire, le mari est introuvable, probablement à l'étranger.

Maria est courageuse, elle a un travail fixe en CDI. Elle ne gagne pas beaucoup, mais jusqu'à la catastrophe pandémie, elle cumulait, pour s'en sortir, deux autres petits boulots. Depuis le mois de mars, cette seconde source de revenus a disparu.

Quand un budget est serré, quelques centaines d'euros par mois qui ne rentrent pas, provoquent un déséquilibre qui devient vite une spirale vers le bas. En quelques mois, à peine, son découvert bancaire s'est creusé, les banques ont bloqué tous les moyens de paiement, et les factures se sont accumulées. Petit à petit le goût de vivre, de se battre, est parti. Les dettes semblent impossibles à éponger. Commence alors pour la maman, la quête de nourriture dans les distributions alimentaires, les interminables démarches pour obtenir des délais de paiement, et surtout la honte, la honte de ne pas arriver à gérer tout ça, de ne pas avoir pu faire

face, de ne plus pouvoir protéger ses enfants. Parfois le courage ne suffit pas. Il va falloir un vrai coup de pouce pour soutenir cette maman et trouver l'aide financière indispensable pour passer ce cap.

Cette histoire pourrait être banale tant notre petite antenne a rencontré, depuis quelques mois, des personnes proches ou déjà entraînées dans cette tragique spirale. L'histoire de Maria se termine bien. Avec l'aide de bénévoles et un vrai « coup de pouce » financier, la maman a retrouvé l'énergie pour travailler. Elle a écrit sur son cahier, les sommes en plus et en moins, elle a aussi établi un budget avec un plan de remboursement, qu'elle a appelé « comme les riches » (sic) : placement. C'est sa dignité, retrouvée, une des rares choses qu'elle veut transmettre à ses enfants, toutes des filles.

Anne-Marie Lovera

885 EUROS / MOIS
pour une personne SEULE =
Seuil de pauvreté



8,3%
de la population vit
SOUS le seuil de pauvreté

Source : Insee



Charles est prêt à partir faire des courses pour les besoins de sa famille.

Monique, son épouse, a un pressentiment : elle charge leur voiture de deux colis alimentaires. En effet, le couple fait partie de l'équipe des bénévoles de l'antenne ADRA de Mitry-Mory et a en réserve les colis distribués aux personnes démunies qui viennent chercher de l'aide à l'antenne.

Charles se gare sur le parking d'un supermarché et aperçoit un homme et une femme qui se tiennent là, visiblement en situation de détresse. Charles a l'habitude ! Il reconnaît du premier coup d'œil, les personnes en souffrance ! Il les aborde. Ces personnes vivent dans un hôtel social et n'ont présentement en poche que quelques sous bien insuffisants pour acheter de quoi se nourrir. Les deux colis font des heureux et contiennent exactement ce dont ces pauvres gens avaient besoin.

Charles et Monique reverront ces personnes quelque temps plus tard. Mais ils ne seront pas seuls. Viendra avec eux une jeune femme qui leur est apparentée.



De mòn pa janm rankontre, men de moun kann rankontre.**

Sarah* est une jeune maman qui vit seule avec sa petite fille. Ses deux parents sont décédés. Elle est la dernière de toute une fratrie incapable de lui venir en aide.

Victime de violence, poussée par la misère, elle a quitté son Haïti natal et échoué dans la région parisienne. Quand nos amis de l'antenne font sa connaissance, elle est complètement perdue : elle est sans papier et les personnes qui l'hébergent veulent la mettre à la porte !

Elle a terriblement peur de se retrouver à la rue. Sarah se souvient alors avec émotion de sa première rencontre avec Monique, qui émue de compassion, la prend dans ses bras pour lui apporter un chaud réconfort.

Suit un branle-bas de combat à l'antenne ADRA : comment aider Sarah ? Une famille lui offrira l'hospitalité, une amie de cette famille se proposera pour garder sa fillette, une assistante sociale se démènera autant qu'elle le pourra pour lui constituer un dossier. Sarah est

dans le dénuement le plus total. Un soutien financier lui sera apporté, des vêtements lui seront donnés.

Sarah se relève petit à petit de son état dépressif. Elle suit une formation. A force de volonté et de persévérance, la voilà maintenant avec un diplôme d'aide à la personne en poche. Elle a enfin le précieux sésame attendu : des papiers en règle. Qui plus est, après un CDD, elle a obtenu un CDI ! Elle n'est plus hébergée par une famille, elle a son propre appartement. Et tout cela en l'espace de quatre ans !

Sarah est profondément reconnaissante de toute l'aide apportée par les amis de l'antenne de Mitry-Mory. Malgré ses faibles moyens, elle a tenu à faire un don à l'antenne pour les remercier de l'avoir sortie de la situation inextricable dans laquelle elle se trouvait.

*Evelyne Nielsen
Informations recueillies auprès de
Monique Drane, de Mitry-Mory
et de *Sarah (nom d'emprunt).*

*** «Il n'y a que les montagnes qui ne se rencontrent jamais.»*



Anina Ciuciu, l'avocate des mineurs

LA PETITE TZIGANE DES CAMPS ROMS DEVENUE AVOCATE
AU BARREAU DE PARIS

L « Les enfants se moquaient de moi et m'insultaient parfois, souvent, très souvent. Une fois, des garçons m'ont traité d'idiote parce que je ne savais pas parler français. Ils faisaient preuve d'agressivité et d'une grande méchanceté avec moi. Au bout de quelques semaines, j'ai pris mon courage à deux mains et j'ai réussi à leur répondre : « Je sais parler français, mais vous ne méritez pas qu'on parle avec vous ».

« J'avais honte. J'avais honte pour ma mère, obligée de faire la manche pour me nourrir. Honte de me dire qu'elle faisait cela pour moi et pour mes sœurs. Honte parce que j'avais 7 ans et qu'aucune fille de 7 ans ne

devrait avoir à faire la manche, dans la rue, sur un trottoir »

Voici des extraits du récit du parcours de la vie d'Anina Ciuciu, depuis son arrivée en France à l'âge de 7 ans.

« Je suis tzigane et je le reste » est le livre qu'elle a coécrit avec Frédéric Veille en 2013. Il s'agit d'un témoignage émouvant et bien détaillé qui raconte le combat qu'elle a mené avec sa famille pour accéder aux droits les plus fondamentaux et à la dignité, malgré les discriminations subies, en tant que Rom roumain, lors de leur immigration vers la France.

Aujourd'hui, Anina est avocate au barreau de Paris et son collectif #EcolePourTous, mène des combats très importants qui visent l'accès à l'instruction pour tous les enfants et jeunes en situation de précarité vivant sur le territoire français.

Le parcours d'Anina est exemplaire. Issue d'un milieu discriminé et défavorisé, à force de pugnacité, elle a réussi à atteindre une situation professionnelle et sociale d'un excellent niveau. Mais ce qui est le plus remarquable chez elle, c'est que cette réussite, elle l'a mise au service de ceux qui sont encore discriminés en 2021.

#École pour TOUS

suite de la page 11

Voici les 5 mesures urgentes que le collectif #EcolePourTous, demande au ministre de l'Education Nationale :

1. La publication du décret d'application de l'article 16 de la loi « pour une école de la confiance » relatif à la simplification des pièces d'inscription scolaire. A ce jour de nombreux maires ne l'appliquent pas et continuent de refuser illégalement d'inscrire à l'école des enfants en situation de précarité.

2. Le développement de la médiation scolaire pour un lien de confiance entre l'école et ceux qui en sont éloignés.

3. La présomption de minorité, pour qu'un jeune mineur isolé n'ait pas à attendre à la porte de l'école pendant l'évaluation administrative de son âge.

4. La systématisation du contrat jeune majeur, pour qu'aucun d'entre eux ne soit forcé de quitter l'école à l'âge de 18 ans.

5. L'adaptation des plans de lutte contre le racisme aux réalités, pour qu'aucun enfant n'abandonne l'école en raison du harcèlement raciste.

ADRA partage cette même vision de la nécessité de permettre aux enfants des rues (la plus part étrangers) d'accéder à l'éducation par l'école.

Ces revendications sont formulées sous la forme d'une pétition que vous pouvez signer via ce lien : www.change.org/p/m-jean-michel-blanquer-ministre-de-l-education-nationale-100-000-enfants

Il est de notre responsabilité à tous d'agir pour garantir à chaque enfant le droit à un avenir, le droit de réaliser ses rêves.

Luminita Petcut

*Pour plus d'informations :
www.ecolepourtous.org*



HAJER

« COMMENT FAITES-VOUS POUR RÉALISER VOS PROJETS ? »
DANS LA TUNISE DE BEN ALI, CETTE MÉDECIN RÉALISE L'INCROYABLE.

A

Aéroport de Tunis. Reynolds est là qui m'accueille. Il a été responsable du bureau ADRA de Tunisie pendant plusieurs années.

Il a su avec patience et diplomatie créer des liens avec des personnes influentes si bien que les autorités laissent faire. Reynolds, parti, je me retrouve seule dans un pays dont je ne connais rien d'autre que ce que les agences touristiques veulent bien en dire...ce qui est bien loin de la réalité du terrain comme je le découvrirai plus tard ! Reynolds m'a bien introduite auprès de certaines personnes qui pourraient m'apporter leur concours. Comment pouvais-je aller de l'avant ?

Je tournais en rond. Mais voilà qu'un jour, deux ans plus tard, une charmante jeune femme frappe à ma porte. Elle est médecin. De milieu modeste, elle n'a pas les moyens d'ouvrir un cabinet et elle ne se sent pas en phase avec les pratiques des milieux hospitaliers. Elle me demande si elle peut travailler avec moi. Quelle aubaine ! L'avenir montrera que c'est moi qui vais travailler avec elle !

Avec Hajer, tout va changer. Grâce à son tact, son sixième sens qui lui fait détecter à la fois la filouterie ou la sincérité, sa simplicité, sa connaissance approfondie de sa propre culture et des nombreuses facettes de la vie de ses compatriotes, les portes s'ouvriront devant nous ! Si bien qu'un de ses amis lui dira en s'étonnant : « Comment faites-vous pour réaliser vos projets ? »

En effet, dans un pays où nous étions surveillées, où la moindre parole contre le gouvernement Ben Ali entraînait une arrestation, où nous devons peser chacun des mots de nos rapports, le sens de la communication de Hajer nous a permis d'obtenir l'autorisation des autorités soit de certains ministères soit au niveau des régions afin de réaliser nos projets.

Des projets variés ! Nous sommes passées du domaine de l'éducation dans la région de Tunis avec des séances de sensibilisation aux méfaits du tabac et de l'alcool, la construction de salles de classe, la direction de colonies de vacances aux activités génératrices de revenus dans le Sud-Ouest du pays avec, entre autres, élevage de vaches laitières, soutien à des tisserandes, installation de couturières.

Hajer a pris en main tous les contacts avec les bénéficiaires, avec les différentes instances administratives. Elle faisait les démarches, les traductions, les évaluations sur le terrain. Et elle négociait, discutait, encourageait, intervenait, partageait la vie des plus humbles et tout cela calmement, simplement, tout naturellement. Jamais, elle ne s'est revendiquée de ses vastes connaissances, ni de son doctorat en médecine qu'elle avait pourtant obtenu haut la main ! C'est Hajer, avec sa personnalité sensible et généreuse, à l'écoute des plus fragiles, qui a permis à ADRA en Tunisie de se faire connaître et respecter.

Merci Hajer !

Evelyne Nielsen

Femmes d'affaires



Après la Tunisie et le Soudan, nous vous emmenons cette fois au Pérou. Oh ! Pas pour monter au Machu Picchu, pas pour un périple dans les Andes par le train qui les parcourt à 4 871m d'altitude ni pour rencontrer des troupeaux d'alpaga et de lamas. Non ! Mais là aussi pour faire connaissance avec des femmes courageuses dans un pays où presque un quart de la population est considéré comme pauvre. Les familles sont prises dans l'engrenage d'un cercle vicieux. Elles n'ont pas les moyens de payer le matériel scolaire et les uniformes des enfants qui donc fréquentent peu l'école. Les enfants soutiennent leur famille en louant leurs services et devenus adultes travaillent dans le secteur informel et le cycle reprend.

Pour rompre ce cycle infernal, ADRA implémente des projets qui permettent aux bénéficiaires de vivre décemment et de subvenir à leurs besoins essentiels. Dans ce cadre, ADRA au Pérou a, en collaboration avec d'autres associations, un programme de microfinance qui regroupe quinze femmes et hommes afin de recevoir, pour démarrer leur entreprise, un prêt dont ils sont eux-mêmes les garants. Le programme est plus large, car il offre, entre autre, des services éducatifs, des ateliers productifs, des conférences sur la famille, des soins psychologiques et des formations sur un mode de vie sain.

Une femme du district de Tabalosos, de l'association « Tabalosos en action » a vu son rêve se réaliser et elle raconte : « J'avais l'habitude de faire de la couture, de fabriquer certains vêtements, comme des sous-vêtements, des pyjamas et des shorts.

“

Lorsque j'ai rejoint ADRA et reçu mon premier capital, j'ai commencé à acheter de nouveaux vêtements pour les vendre dans différentes zones rurales du district de Tabalosos. Les ventes se sont très bien passées et mon entreprise a un peu grandi.

Ensuite, j'ai pris mon deuxième prêt, et avec cela j'ai augmenté mon capital et j'ai acheté plus de marchandises, des sandales, des vêtements, des tissus en coton. »



« La pandémie est arrivée, et comme je vendais dans la rue, je ne pouvais plus sortir, les affaires ont chuté et j'ai dû garder ma marchandise. Je me souviens que pendant que nous étions en quarantaine ADRA nous a donné une formation sur l'importance de promouvoir notre entreprise par le biais des réseaux sociaux. Donc, j'ai participé et j'ai vraiment très bien réussi dans les ventes et j'ai pu augmenter mes bénéfices. ADRA m'a apporté un capital supplémentaire et j'ai pu diversifier mes produits.

J'ai acheté des baskets, des chaussures, des garnitures, des sous-vêtements, des sacs à main, des produits de parfumerie et de soins personnels. »

« Je tiens à vous dire que «les rêves deviennent réalité». Grâce à mes revenus j'ai pu réaliser une partie de mes rêves en aidant mon mari à réparer ma cuisine avec du carrelage. Je me sens très heureuse. Je paie actuellement pour faire mes étagères métalliques et pour placer ma marchandise nouvellement achetée. Je monte aussi mon portail pour que mon petit magasin puisse être fermé et tout cela avec le capital que m'a fourni ADRA. »

Anita Laqui, quant à elle, se félicite d'avoir pu épargner de l'argent. Cette mère de famille de trois enfants, tient une quincaillerie depuis 3 ans.

Elle témoigne : « Ici, vous ne pouvez pas perdre, vos économies sont en sécurité », répète-t-elle toujours dans les réunions virtuelles avec ADRA Microfinance, encourageant ses collègues de l'association communautaire «Unidas para surgir» (Unis pour l'avenir) de la branche d'Arequipa à épargner. Et elle ajoute : « Je suis très heureuse. Grâce à mes économies, j'ai pu améliorer mes locaux commerciaux. J'ai accompli mon objectif. »

Anita fait partie des milliers de femmes qui pour de nombreuses raisons, n'ont pas pu accéder aux prêts bancaires. Cependant, elle a trouvé une opportunité avec ADRA Microfinance et après avoir analysé son cas, les services d'ADRA ont décidé de lui donner une chance de faire partie d'une association communautaire. Elle s'est maintenant fixé un nouvel objectif et c'est pour cela qu'elle continue à épargner.

Texte traduit par André Isidio de Melo et Evelyne Nielsen, d'après un article d'ADRA Pérou.

COORDINATRICE DE PROJETS

**UNE SOUDANAISE DEVENUE
COORDINATRICE DE PROJETS
POUR ADRA DANEMARK**

J « J'étais venue pour signer un contrat de travail, mais je devais d'abord rencontrer le directeur en chef de la société. Il a eu un choc quand il a vu que j'étais une femme. Pour cette raison, je n'ai pas été embauchée. » Agyedho Othwonh Bwogo (59 ans) exprime encore son indignation quand elle raconte l'histoire de cette fois où elle cherchait un emploi au Soudan qui l'a vue naître. C'était en 1990. Les lois laïques avaient été changées en lois selon la Charia. A cette époque, elle venait d'obtenir une licence en Science de l'Agriculture spécialisée en Technologie et Alimentation. Elle était, à ce moment-là, parmi les rares du pays à posséder une expertise recherchée, mais parce qu'elle était une femme, elle avait été disqualifiée. Heureusement, l'expérience a été différente quand, il y a peu, Agyedho a signé un contrat pour devenir la nouvelle coordinatrice des programmes

pour ADRA Danemark, au bénéfice du Soudan et de l'Éthiopie.

« Je suis née à Palo, au Soudan - maintenant au Sud Soudan - mais j'ai longtemps habité au nord du pays, principalement à Khartoum, la capitale. Ma famille avait de la chance, car mes treize frères et sœurs et moi, nous avons tous eu la possibi-



lité de recevoir une éducation. Mon père m'a envoyée dans le meilleur lycée de la capitale et à l'université en Égypte. Nous étions très proches jusqu'à sa mort dans un accident d'avion », raconte Agyedo, de cette manière calme qui lui est propre. Elle parle tranquillement sans grande gestuelle mais quand elle rit, c'est de tout son corps ! Derrière ses lunettes

brille le regard d'une femme réfléchie, qui sait ce qu'elle veut avec une forte personnalité qu'elle avait déjà au lycée. Ses amies et elle avaient leurs idées en politique et elles les exprimaient librement !

« Au début, tout nous était permis : les shorts, les jupes courtes et les hauts à bretelles en dehors de l'école. Nous allions dans les discothèques, au cinéma et nous nous amusions bien. Mais les circonstances ont changé quand la Charia a été instaurée. Tous les lieux de divertissement ont été fermés. Nous devions porter des uniformes à manches longues. Quelques filles ont commencé à porter le voile qui couvrait tous leurs cheveux. Plusieurs d'entre nous se sont opposées en silence à cette évolution. Je n'ai pas couvert mes cheveux. Au fond je n'ai pas trouvé ma jeunesse pénible. Mais c'est d'abord quand je suis rentrée de l'université à la maison pour les vacances que je me suis rendue compte à quel point la religion avait sérieusement influencé la vie des

AGYEDHO OTHWONH BWOGO

Agyedho Othwonh Bwogo n'a pas seulement à son actif son expérience professionnelle pour jouer son rôle de coordinatrice de programme d'ADRA Danemark pour le Soudan et l'Éthiopie. Cette nouvelle collaboratrice récemment recrutée a grandi au Soudan avant sa partition et elle a vu la pauvreté croissante dont souffraient ses compatriotes.



LA CHANCE DE L'ÉDUCATION

«Ma famille avait de la chance, car mes treize frères et sœurs et moi, nous avons tous eu la possibilité de recevoir une éducation. Mon père m'a envoyée dans le meilleur lycée de la capitale et à l'université en Égypte. Nous étions très proches jusqu'à sa mort dans un accident d'avion »



suite de la page 16

filles et des femmes au Soudan, à la fois dans le domaine sportif, la vie professionnelle et la vie familiale. »

Après le refus de l'employeur soudanais, Agyedho a heureusement pu trouver d'autres expériences de travail, bonnes cette fois, au Soudan, dans d'autres pays africains et en Europe. Elle a travaillé entre autres

“

Quel choc de découvrir à quel point les gens étaient devenus pauvres au Soudan et je ne pouvais pas oublier

toutes les souffrances que j'ai vues.

pour le Conseil Œcuménique des Églises à Genève et dernièrement pour Danida (l'Agence Danoise pour le développement) à Madagascar. Elle parle l'arabe, l'anglais, le danois et quelques dialectes du Sud Soudan. Agyedho a peu travaillé en laboratoire et dans les recherches sur les plantes. Comme elle s'est rendu

compte de l'étendue de la pauvreté au Soudan en raison de la guerre et de la sécheresse, elle est passée du développement de l'agriculture à la volonté d'aider les paysans dans le besoin.

Pour commencer sa carrière dans l'humanitaire, Agyedho a utilisé ses connaissances sur les denrées alimentaires pour des projets de secours, mais au fur et à mesure elle s'est prise de passion pour le travail de développement : développer le potentiel des plus démunis pour qu'ils puissent devenir économiquement indépendants et autosuffisants. Agyedho a alors pris la décision de retourner à l'université et elle a obtenu un Master en Administration à Copenhague.

Entre temps, Agyedho a épousé un Danois dont elle a eu une fille. « ADRA Danemark a une bonne réputation et comme j'avais à choisir entre trois propositions d'emploi, j'ai suivi

ce que mon cœur me disait. Je ne l'ai pas regretté ».

Agyedho se réjouit de la possibilité de soutenir les petits paysans au Soudan et en Éthiopie en leur apprenant comment ils peuvent optimiser ou traiter leurs récoltes pour en retirer des revenus. Elle aime énormément parler avec ces gens des villages dans les régions des projets ADRA et voit avec plaisir la fierté qui brille dans leurs yeux quand ils racontent comment un micro-crédit leur a donné la possibilité de commencer de petites entreprises et d'investir davantage. Ici et là, Agyedho utilise son master pour développer des idées avec eux car elle dit : « De cette façon, c'est plus facile de les aider à voir leurs points faibles. A partir de là, ils découvriront leur potentiel pour ne plus se considérer comme des pauvres sans ressources. »

Evelyne Nielsen

*Traduit de www.adra.dk
Article du 22 février 2020*

PRÉCARITÉ MENSTRUELLE



2,6 MILLIONS ET +
DE FEMMES VIVENT SOUS LE SEUL
DE PAUVRETÉ EN FRANCE



EN FRANCE
1,7 MILLION DE FEMMES
NE PEUVENT PAS CHANGER
SUFFISAMMENT DE PROTECTION
HYGIÉNIQUE OU UTILISENT
DES MOYENS DE FORTUNE



24 EUROS / AN / FEMME
EN MOYENNE
DE DÉPENSE POUR L'HYGIÈNE
FÉMININE



ET AILLEURS DANS
LE MONDE ?



P « Précarité menstruelle », une expression pour le moins nouvelle dans notre actualité ! Que veut-elle dire ? D'après le journal l'Express,* deux millions de femmes (SDF, étudiantes, détenues) souffrent de précarité menstruelle. Autrement dit, elles n'ont pas les moyens d'acheter les protections périodiques nécessaires pendant leur menstruation. Et l'Express de développer : « Au cours de sa vie, si on met bout à bout tous les cycles, une femme aura ses règles en moyenne pendant six ans. Elle utilisera près de 11 000 protections jetables pour un budget estimé de 8 000 euros, une somme qui comprend aussi l'achat de sous-vêtements de rechange ou d'antidouleurs ». Une grosse dépense pour celles qui sont sans ressources comme pour les faibles revenus.

suite page 19

suite de la page 18

Le coût des protections n'est pas l'unique problème. Je me souviens quand j'étais jeune fille, une amie m'a donné le code que ses camarade employaient pour parler de leurs règles : « J'ai mal... aux oreilles ! »

Et encore maintenant en ce début de 21^e siècle, le sujet des menstrues reste souvent tabou. Les jeunes filles en milieu scolaire s'en cachent devant les garçons dont elles craignent les moqueries. Plus grave encore, comme l'explique à un groupe d'élèves de seconde, Tara Heuzé-Sarmini, directrice générale de l'association Règles élémentaires : « Dans notre pays, on estime que 130 000 jeunes filles manquent l'école chaque année ». Elle a fondé sa structure pour, explique-t-elle : « collecter un maximum de produits d'hygiène intime pour les redistribuer gratuitement aux plus démunies et briser le tabou des règles ».

Et si en France, pays nanti où est prônée une bonne éducation, des milliers de femmes ne peuvent payer leurs serviettes hygiéniques et parlent à mots couverts du signe de leur identité, qu'en est-il de la précarité menstruelle dans d'autres pays ?

L'Inde mystérieuse, avec son plus de 1 300 000 d'habitants, multiethnique, multilinguistique, multiculturelle et ses grandes disparités sociales, n'échappe pas à la règle. ADRA, active en Inde depuis 20 ans, vient d'y initier un projet tout-à-fait innovateur dans un état du nord-est de l'Inde, au pied de l'Himalaya, l'Assam.

L'Assam est célèbre pour son thé au goût raffiné. Ce thé se cultive dans de vastes plantations d'un magnifique vert lumi-

neux. Mais ne nous y trompons pas ! Cette beauté de la nature cache des réalités humaines trop souvent douloureuses. La main d'œuvre pour la cueillette des feuilles est pour la moitié composée de femmes de tous âges appartenant aux ethnies présentes avant les migrations forcées de l'époque coloniale britannique. Elles sont sous-payées avec un salaire de 2 \$/jour. Les ouvriers, femmes et hommes, des plantations y travaillent, pour bon nombre, depuis des générations et ils n'ont pas d'autres moyens de subsistance.



La population féminine vit dans de mauvaises conditions socio-économiques avec surpeuplement et manque d'hygiène des lieux de vie avec pour conséquence un état de vulnérabilité. Plus de la moitié des adultes est analphabète et seulement la moitié des adolescents fréquente le niveau secondaire. Ce qui entraîne une éducation sanitaire minimale voire absente. Les écoles manquent souvent de toilettes ou de latrines bien tenues avec insuffisance en eau et sans intimité pour les jeunes filles. C'est

sur ce dernier point qu'ADRA India s'est particulièrement penchée car les enquêtes menées ont montré une forte tendance à l'absentéisme et même à l'abandon scolaire des filles en raison des mauvaises conditions sanitaires des écoles et de la honte attachée aux menstruations. Ces mêmes enquêtes ont révélé que plus de 32% des filles utilisaient de simples chiffons en guise de protections périodiques et même plus de 2% n'en portaient aucune !

Les jeunes filles interrogées ont déclaré que les périodes menstruelles interfèrent avec

leur possibilité de se concentrer ou de penser clairement. Elles sont si embarrassées qu'elles n'osent pas aller dans les boutiques pour demander d'acheter des protections. De plus ces protections sont trop chères quand elles sont de bonne qualité et encore trop onéreuses – et de mauvaise qualité – quand elles sont vendues en lot de 20.

Des chercheurs ont indiqué que la fréquentation scolaire des filles et l'autonomisation des femmes pouvaient augmenter si simplement on améliorait les conditions sanitaires de base

suite page 20

suite de la page 19

relatives aux menstruées comme des toilettes réservées aux filles, l'accès facile à l'eau et à des protections et des contenants pour l'élimination des déchets.

Devant ces constatations, ADRA India a répondu à la question : «que faire contre la précarité menstruelle ?» par un projet appelé Nouvel Espoir pour les femmes. Celui-ci possède deux volets : éducation à l'hygiène menstruelle et accès à des protections périodiques de qualité et d'un prix abordable pour les petites bourses. Le projet cible deux régions couvrant 60 plantations. Des séances de sensibilisation à l'hygiène menstruelle ont été organisées sous plusieurs formes. Des enseignants sont enrôlés dans le programme. Ils ont besoin d'être parties prenantes car la grande majorité d'entre eux ne parlent pas de santé avec leurs élèves. Les adolescentes des clubs dans les écoles appellent à lever le tabou des règles et aux pratiques d'hygiène autour des menstruations par des activités ludiques. Des jeunes femmes et des adolescentes réparties par groupe se réunissent pendant presque une année autour du thème. Deux unités mobiles s'installent sur la place du marché deux fois par semaine avec de courts vidéo-clips pour atteindre un large public pendant un an. Une gynécologue les accompagne pour des conseils et des soins gratuits aux jeunes femmes qui se présenteraient avec la possibilité de se procurer des protections périodiques du projet.

En effet, Nouvel Espoir pour les femmes a voulu aller plus loin pour un impact concret qui s'avère être innovant : la fabrication de protections périodiques de qualité, à 90 % biodégradables et à un prix abordable, très bas (0,14 € / pour 6 pièces soit 8 % du salaire journalier). Ce projet ouvre pour des femmes un moyen de subsistance décent supérieur à celui des plantations de thé. La machine à fabriquer les protections est la réalisation d'un Indien surnommé Padman. Elle emploiera 5 à 10 femmes qui produiront 2 000 tampons/jour et 50 000/mois. Ils seront commercialisés par 30 femmes. On compte que 30 000 femmes d'âge de produire pourront en être bénéficiaires.



Rendez-vous dans les numéros à venir du Trait d'Union pour vous donner des nouvelles du projet et pour vous raconter l'histoire peu banale de Padman !

Merci à ADRA India d'avoir contribué à briser le cercle vicieux de la pauvreté en permettant aux filles d'aller à l'école ; de donner du travail à des femmes et ainsi d'avoir un revenu.

Merci à ADRA India d'avoir par ce projet permis à des femmes d'une région défavorisée du monde d'être accompagnée dans ce qui fait d'elles des femmes à part entière, porteuses d'espoir de vie ; des femmes dignes de respect, sur qui un autre regard peut être porté pendant ces quelques jours du mois où tant d'interdits à leurs droits ont été posés et le sont encore trop souvent.

Evelyne Nielsen
D'après les informations du projet
Fresh Hope for Women (2020-2021)
conçu et réalisé par ADRA India
Informations transmises par M-Jo Guth,
d'ADRA International

*"Ni sale ni secret": au lycée, des ateliers pour "dédramatiser" les règles - L'Express, du 06.03.2021



L'IDÉE DE GÉNIE DE PAULINE : RECYCLER LE SAVON DE HÔTELS



PAULINE GRUMEL
INFO@UNISOAP.ORG

Chaque année en France, 3 millions de personnes n'ont pas accès à des produits d'hygiène de base. D'un autre côté, 51 millions de savons sont jetés par les hôtels en France. Depuis août 2017, UNISOAP est la première association française qui a pour mission de collecter et recycler les savons usagés des hôtels afin de les distribuer aux plus démunis.

La mission d'Unisoap est de transformer ces déchets en ressources pour les populations vulnérables

Comment cela fonctionne ? Unisoap récupère les savons usagés des hôtels partout en France, nous les recyclons au sein d'un ESAT (Établissement et Service d'Aide par le Travail) puis nous faisons don des savons recyclés à des associations partenaires locales.

Il s'agit d'une association à but non lucratif, leur modèle économique repose exclusivement sur du mécénat. Ils sont soutenus par des hôtels partenaires, des entreprises et des fondations.

Luminita Petcut



UNISOAP



SANITAIRE

1 Unisoap donne de leurs savons recyclés à des associations et ONG partenaires ayant une réelle connaissance du terrain et des besoins des populations défavorisées en France. Se laver les mains peut sauver des vies en réduisant de manière considérable les maladies car 80% des microbes se transmettent par les mains.



ENVIRONNEMENT

2 Nous avons décidé d'agir pour l'environnement en réduisant les déchets de savons provenant des hôtels.



SOCIAL

3 Le centre de recyclage d'UNISOAP se trouve dans un ESAT (Établissement et Service d'Aide par le Travail) situé en région lyonnaise. Leur objectif est de favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap en leur apprenant un savoir-faire unique en France. Le processus de recyclage a été pensé de A à Z pour ces travailleurs qui réceptionnent, trient, nettoient, recyclent et reconditionnent les savons.

L'Akany Avoko Faravohitra à Madagascar est une structure d'accueil de jeunes filles, soutenue par ADRA France depuis quelques années.

ADRA France y a financé des micro-projets pour améliorer le fonctionnement de la structure et y a prodigué des cours de formation et d'animation, principalement autour de la place des femmes dans les familles et dans la société.

Cette structure accueille sur le long terme des jeunes filles mineures, orphelines ou victimes de maltraitance, mais aussi des jeunes «délinquantes» placées par la justice.

La directrice, Mme Razafindrasoa Ivelohanta, appelée par les filles Tatie Hanta, a répondu à nos questions.

Pourquoi avez-vous choisi de vous consacrer à ces jeunes filles, dans le centre d'accueil ?

Étant orpheline, j'ai été placée à l'Akany Avoko avec ma grande sœur dès mon jeune âge. J'ai grandi dans ce foyer et j'ai franchi toutes les étapes de la vie. J'ai pu préparer et obtenir le brevet du collège, le bac et par la suite la maîtrise. Assistante sociale de formation, je n'ai pas hésité à postuler au poste de directeur du foyer Akany Avoko Faravohitra. Pour moi, c'était naturel et une sorte de reconnaissance de servir au sein d'un foyer similaire à celui qui m'a élevé et à qui je dois tout. Ayant été moi-même victime de maltraitance

suite page 23

TATIE HANTA

ANCIENNE PENSIONNAIRE D'AKANY AVOKO,
ELLE EST AUJOURD'HUI RESPONSABLE
DE 83 JEUNES FILLES.

PHOTOS
MARC HERNANDEZ



Tatie Hanta

suite de la page 22

physique notamment sexuelle, j'ai estimé être bien placée pour venir en aide aux jeunes filles accueillies dans ce foyer. Toutes les jeunes filles, toutes mineures, placées dans ce foyer sont des victimes. Les circonstances de la vie qui les ont amenées à se retrouver ici : maltraitance physique et troubles du comportement.

Combien de jeunes filles hébergez-vous actuellement ?

Actuellement il y a 83 filles, avec des bébés, à Akany Avoko Faravohitra. Notre objectif c'est la réussite sociale des jeunes filles.

Que deviennent-elles quand elles sortent de votre centre ? Y a-t-il un suivi de leur devenir ?

Nous les encourageons à poursuivre des études, à suivre des formations professionnelles ou à faire des stages d'insertion

professionnelle. Même si ce n'est pas de notre responsabilité, nous faisons le suivi des jeunes qui ne sont plus au foyer. Généralement, elles reviennent vers nous.

Quels projets, aimez-vous mettre en œuvre pour rendre votre action encore plus efficace ?

Nous avons un projet AGR (Activité génératrice de revenus). Ce sont des activités telles que gargote, restauration, salon de coiffure qui rapportent de l'argent pour faire tourner le foyer. Objectifs : d'ici cinq ans, ne plus dépendre qu'à 50% des aides extérieures.

On espère refaire une sortie comme on a fait à Majunga avec l'équipe d'ADRA France. Cette sortie a permis aux jeunes filles de se sentir valorisées, ça leur a donné confiance, une envie d'avancer.

Pour terminer, voici le témoignage de Tiana Mamisoa, 18 ans actuellement, arrivée au foyer en 2016, donc à 13 ans.

« Je ne suis pas de la capitale, je viens d'une autre région. J'avais des appréhensions. Comment ça va se passer ? J'ai été bien accueillie par les jeunes, par les éducateurs ainsi que par la directrice. Elle m'a assuré que, ici, je pouvais suivre des études. Ainsi j'ai pu avoir le brevet du collège. Je suis en terminale scientifique actuellement et j'aimerais être "contrôleur aérien" plus tard. Je tiens à souligner que l'éducation que j'ai reçue eu sein de ce foyer m'a permis d'être épanouie physiquement, mentalement et spirituellement. Tout n'est pas facile mais si je m'en sors c'est grâce à l'éducation que j'ai reçue ici. Merci à la Directrice, aux éducateurs et à toutes les filles. » Témoignage de Harinina Alyh, 14 ans.

« Merci à tous les éducateurs, surtout tatie Hanta. Si je n'avais pas atterri dans ce foyer, je serai déjà au fond du gouffre. J'aime beaucoup votre méthode d'enseignement, ce qui m'a permis de me débarrasser de mes mauvaises habitudes tel que le vol. Je vous prie de me pardonner car parfois je réponds à tort aux éducateurs. Mon objectif cette année est d'avoir le brevet du collège et j'espère pouvoir continuer les études afin de devenir vétérinaire. Merci »

*Interview réalisé par
Yolande Ratsihorimanana
auprès la directrice
de l'Akany Avoko Faravohitra,
le 15 mars 2021.*





KALEBA AINA

“UN SOUFFLE DE VIE” POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE À ANDAKANA.

L Le 17 mars 2021, dans le village d'Andakana à Madagascar, s'est déroulée la cérémonie d'inauguration du Centre de Vie Kaleba et du Centre de Formation Professionnelle Aina.

Après de longs mois de travaux, les bâtiments sont désormais terminés et équipés, pour le plus grand bonheur des deux directeurs, M. Rabelahy et M. Yvon, impatients et enthousiastes à l'idée de démarrer leurs activités. « La construction des centres a été un challenge, en raison de la crise sanitaire. Mais grâce à Dieu, la construction a pu être terminée » témoigne Yvon, directeur du Centre de Formation Professionnelle.

La cérémonie d'inauguration a été combinée avec la célébration du 23^{ème} anniversaire de l'École

Kaleba. Les élèves ont ponctué la journée d'animations, de chants et de danses traditionnelles.

Des représentants du gouvernement et de l'autorité locale ont honoré l'évènement de leur présence, et plusieurs personnalités comme le Secrétaire Général de la Mairie d'Andakana, le Directeur Régional d'Analamanga du Ministère de la Population et le Député du District d'Ambohidratrimo ont pris la parole.

Lors de son discours, le représentant du Ministère de la Population a exprimé la volonté de l'État d'appuyer le projet, et s'est engagé à faciliter l'obtention des agréments nécessaires au bon fonctionnement des centres.

Après les discours officiels, les invités ont assisté à la cérémonie de coupure du ruban d'inauguration, et ont pu visiter les nouveaux

locaux, découvrant ainsi leurs fonctions et les futures activités.

Tout d'abord, le bâtiment du Centre de Vie Kaleba. Au rez-de-chaussée, une nouvelle cantine scolaire, équipée avec le mobilier et les ustensiles nécessaires (frigo, four, casseroles, etc.). Les enfants de l'école pourront y prendre leur déjeuner, et les meilleures conditions motiveront les parents à envoyer leurs enfants à l'école. À l'étage, 4 chambres meublées ainsi que deux blocs sanitaires accueilleront les enfants des rues. La création d'un centre de vie jumelé à l'école Kaleba offrira un environnement stable, chaleureux et sûr à des enfants des rues, orphelins ou séparés de leurs parents, afin qu'ils puissent apprendre et étudier dans de bonnes conditions et s'épanouir en tant qu'enfants.

suite page 25



suite de la page 24

Ensuite, le bâtiment du Centre de Formation Professionnelle Aina, composé de plusieurs salles dans lesquelles différentes formations ou services seront proposés.

- Les formations en informatique (bureautique et multimédia, codage, apprentissage de logiciel), avec un Cybercafé. Le point cyber permettra d'aider les personnes dans leurs démarches, à écrire/envoyer des emails, faire des copies/impressions ou plastifier des documents ;

- Les formations en coiffure, avec un salon de coiffure.

« Les formations en informatique seront très utiles pour continuer des études après le lycée ou l'université, ou pour ceux qui choisiront de chercher du travail, car la maîtrise de l'ordinateur est obligatoire dans la plupart des emplois non agricoles à Madagascar. La formation en coiffure permettra d'ouvrir

son propre salon de coiffure ou de travailler à domicile chez les personnes, afin d'assurer un petit revenu. Mais c'est aussi une expérience de réussite personnelle », explique Yvon.

En plus des formations, le bâtiment abritera également un centre de santé paramédical, dans lequel seront dispensés des consultations et examens paramédicaux (suivi de diabète, prise de tension, suivi de la croissance des nouveau-nés et enfants, pansements, etc.), ainsi que des campagnes d'information et de prévention des risques (tabac, alcool, etc.). Des sages-femmes du planning familial interviendront pour des groupes de discussion et d'information (contraception, accouchement, allaitement, etc.). « L'ouverture des formations en informatique et en coiffure se fera à la fin du mois d'avril.

Quant au centre de santé paramédical, il pourra ouvrir au mois de mai. Nous préparons les dossiers pour avoir tous les agréments des Ministères de l'État Malagasy », indique Yvon.

Parmi la soixantaine de personnes présentes, on compte déjà des intéressés, comme Hanja : « Je suis mère de famille. Je suis très reconnaissante envers ADRA d'avoir permis la construction de ce centre de formation professionnelle. Je vais y envoyer mes enfants, pour qu'ils assistent aux formations en informatique ».

La clôture de l'événement s'est faite autour d'un cocktail de l'amitié, dans le respect des gestes barrières.

« Nous remercions ADRA France pour ce cadeau que vous avez offert à notre village et à notre société, et qui va grandement aider les jeunes et leur avenir », conclut Yvon. Nos remerciements vont à ADRA Madagascar, notre partenaire de mise en œuvre, ainsi qu'à Anne-Marie Lovera, qui a facilité la mise en relation avec les deux directeurs et réalisé les démarches préliminaires.

Nous avons hâte de suivre l'évolution des centres Kaleba et Aina, et de constater les changements qu'ils apporteront dans la vie des individus qui les fréquenteront, en espérant qu'ils soient pour eux comme un nouveau souffle, un « souffle de vie » (en malgache « Aina »).

Océane Thaeder, chargée de projets





SERVICE CIVIQUE

Une mission pour chacun au service de tous



Et tes projets d'avenir à la fin de ton service civique ?

D'abord terminer et soutenir mon mémoire de master sur le travail infantile et la participation des enfants aux décisions politiques (en Bolivie). Puis, forte de ma formation et de mes expériences, je souhaite repartir sur le terrain, en Asie si possible, impliquée dans des projets qui concernent les enfants.

DES VOCATIONS CONFIRMÉES



Après six mois, ta vocation est-elle confirmée ?

Pleinement. D'ailleurs je postule pour entrer en master humanitaire.

Qu'as-tu appris au sein d'ADRA ?

J'ai découvert la réalité du monde des ONG humanitaires. Plus particulièrement, avec Océane, la constitution de dossier : appels à projet, notes conceptuelles et propositions de projet.

Je crois que tu travailles sur un projet à Lyon

Effectivement, un Hope Life Center devrait voir le jour sur Vaulx-en-Velin dans le Grand Lyon. Je collabore avec le responsable local pour construire le projet d'activités. Je rencontre les différents acteurs et partenaires institutionnels. Un beau projet.

ADRA est une ONG protestante. Est-ce que cela a changé quelque chose pour toi ?

Je suis de confession musulmane et ne savais pas grand-chose du protestantisme avant de m'impliquer au sein d'ADRA. J'ai apprécié le respect et la tolérance de chacun. Cette situation m'a également permis de découvrir d'autres formes de foi. Cela a été enrichissant.

Propos recueillis par Ph. Aurouze



Clarisse, de Reims en passant par Toulouse, comment es-tu arrivée à ADRA ?

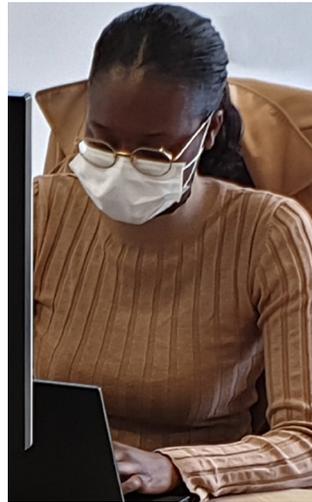
Dans le cadre de mes études à Sciences Po Toulouse, je devais réaliser un stage de fin d'études pour valider un master en gouvernance des relations internationales. Après quatre mois dans une ONG en Bolivie, sur le terrain, je cherchais une expérience en France afin de connaître l'arrière-plan de la gestion de projets.

Pourquoi ADRA France ?

C'est une structure qui correspond pleinement à mes recherches. J'ai donc répondu spontanément à l'offre de poste.

Comment vis-tu ton implication dans notre structure ?

Pour l'instant, tout correspond à mes attentes. C'est une très bonne expérience. Je m'implique dans le concret. Je découvre et apprécie pleinement le poste de cheffe de projet au sein d'une ONG internationale comme ADRA.



Habiba, d'où viens-tu et pourquoi es-tu investie à ADRA France ?

J'habite juste en face de la propriété sur laquelle se trouve les bureaux d'ADRA France. Après une licence ESS, je teste l'engagement dans l'humanitaire via un service civique pour conforter une vocation dans ce domaine.





« Ensemble, nous souhaitons poursuivre le travail d'ADRA et sa mission savoir « permettre aux gens vivant en grande précarité de devenir eux-mêmes les acteurs de changement en leur donnant les moyens de vaincre la pauvreté et l'injustice ».



La mandature 2016-2020 se termine en pleine crise sanitaire. L'assemblée générale prévue initialement en juin, en présentiel a dû être reportée fin novembre, en visioconférence. Pour la première fois, les administrateurs ont été élus par un vote par correspondance. Ce dernier s'est d'ailleurs très bien déroulé et nous remercions toutes les antennes pour leur compréhension et leur implication.

Nous remercions tous les membres du précédent Conseil d'administration et en particulier le Président, Ruben de ABREU, le Secrétaire général, Alain LOVERA, le Trésorier, Michel LAVANCHY et tous les sortants (voir article page suivante) pour tout le travail accompli et l'énergie consacrée à ADRA France tout au long de ces années.

Les trois administrateurs exécutifs ayant changé, voici quelques mots pour vous les présenter.

Olivier GUTH connaît très bien ADRA puisqu'il y travaille depuis presque 40 ans. Après plusieurs missions en Afrique il est actuellement au siège mondial d'ADRA Int. aux USA où il a occupé pendant 12 ans le poste de directeur administratif et financier. Sa connaissance du fonctionnement des ONG humanitaires ainsi que ses compétences de gestionnaire seront des atouts pour ADRA France. Avec Marie-Jo son épouse, ils viennent de se réinstaller dans les Cévennes.

Michael PAITA possède un master en management interculturel. Sa formation en anglais lui a permis des expériences d'enseignement en Angleterre et au Mexique. Formé au coaching, il peut être une ressource pour des interventions au sein de notre réseau d'antennes. Depuis 2008, salarié par l'association chrétienne La Gerbe comme responsable de la solidarité internationale, Michael connaît le terrain. Déjà membre du précédent Conseil d'ADRA France, il continuera son engagement dans ce poste clé de Secrétaire général.

Dès son adolescence, Philippe AUROUZE s'investit dans l'humanitaire, participe activement à des missions à l'étranger et poursuit cet engagement une fois devenu pasteur. Au gré des mutations, il s'implique dans différents Secours adventistes et tisse des relations multiples facilitant le travail social. Administrateur depuis plus de 20 ans, il met aujourd'hui ses compétences au service d'ADRA France. Marié à Ana, il réside à côté des bureaux d'ADRA à Dammarie-les-Lys (77).

A noter qu'André ISIDIO DE MELO, notre directeur, reste un invité à tous les Conseils.

Ensemble, nous souhaitons poursuivre le travail d'ADRA et sa mission savoir « permettre aux gens vivant en grande précarité de devenir eux-mêmes les acteurs de changement en leur donnant les moyens de vaincre la pauvreté et l'injustice.

Philippe Aurouze, Président.

Photos à partir de la gauche :

Michael, Olivier, Philippe.

Un nouveau Conseil prend le relais pour la mandature 2020-2024 :

Composant le Bureau :

Philippe AUROUZE, Président

Patrick LAGARDE, Vice-Président

Michael PAITA, Secrétaire général

Olivier GUTH, Trésorier

Jean-Marie HALM

Membres : Marie-Laure ALEXER, Michel LAVANCHY, Alain LOVERA, Daniel MONACHINI, Evelyne NIELSEN, Luminita PETCUT, Claude VILLENEUVE.

Merci à chacun pour l'énergie, les compétences et le temps qu'il offre à ADRA France.



Ruben



Julien



Pascal



Comme nous l'a rap- pelé notre nouveau Président d'ADRA FRANCE, le conseil d'administration élu

en novembre a renouvelé cinq de ses membres. Qu'il me soit permis de saluer dans ces lignes l'engagement des cinq sortants.

Ruben de ABREU : Président de 2013 à 2020, a choisi de laisser la place en raison de ses nombreux engage- ments. Tous se rappellent son mana- gement apaisant et toujours empreint de gentillesse, et sa participation très active sur le terrain aux projets à Ma- dagascar entre autres.

Marceline GELABALLE : membre du C.A. depuis 2012, Vice-Présidente de 2014 à 2020, a été très engagée dans la gestion et l'écoute du person- nel. Elle a su piloter le référencement complexe «CORE», puis les procé- dures qui l'étaient encore plus, de l'accréditation d'ADRA FRANCE.

Julien TEICHEIRE : un des «histo- riques» présents dès la fusion, tour à tour - secrétaire, membre du bureau et membre du C.A. depuis 2009. Il a participé à de nombreuses missions sur le terrain, en Roumanie, Bulgarie, Albanie et Madagascar. Enfin membre de la commission des travaux, il a partici- pé au projet de réhabilitation des locaux du siège d'ADRA.

REMERCIEMENTS AUX SORTANTS



Marceline



Jean-Jacques

Pascal RITLEWSKI : membres du C.A. depuis 2016, toujours discret mais très actif, a su apporter sa pierre à l'édifice du plan stratégique, tant au niveau de la réflexion sur les an- tennes locales, que pour la rédaction du cahier des charges des délégués régionaux.

Jean-Jacques CHAFOGRACK, a marqué le C.A. malgré son passage trop bref, en qualité de membre de celui-ci. Ces analyses de la situation très pertinentes et sans langue de bois, ont toujours apporté à nos ré- flexions de C.A. une vision juste et précise pour prendre des décisions.

À tous les cinq, que je remercie, je leur souhaite de continuer leur route de service.

Alain Lovera





Visionnaire de l'action sociale, J-Marc Semoulin multiplie les initiatives innovantes depuis bientôt trente ans et cultive l'art de mettre les gens en relation dans le but de les faire grandir ensemble au service du bien commun.

Son regard disruptif imprégné de la vision chrétienne du monde l'a amené à être le fondateur de nombreux dispositifs dans lesquels la personne humaine, pièce centrale, est mise en lien avec ses semblables et son environnement. En 2017 il fonde l'association "Vivre Les Mureaux" en ayant à cœur la redynamisation économique et sociale d'une ville entière par la mise en lien de tous les acteurs du territoire : citoyens, associations, entreprises et institutions publiques.

INVITÉ : J-MARC SEMOULIN

CONVOCATION ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

13 JUIN 2021

WEEK-END ADRA

12-13 JUIN 2021

**PÉPITES LOCALES
& DYNAMIQUES DE RÉSEAUX**

La situation sanitaire s'améliore mais, au moment du bouclage de ce numéro, certaines régions françaises restent confinées. Pour les autres, les règles de déplacement et de réunion limitent les possibilités de rencontre. Plusieurs centres d'accueil, comme les complexes hôteliers, ferment.

Le week-end d'ADRA 2021 du 12 et 13 juin est compromis par la fermeture du centre d'accueil mais aussi par les restrictions citées.

Nous voulons tout mettre en place pour qu'une rencontre en présentiel

soit possible. A l'impossible nul n'est tenu. De plus amples informations vous seront fournies via les antennes locales. Restez attentifs et gardez votre week-end réservé dans vos agendas.

La thématique de notre rencontre tournera autour de l'animation du réseau. Non seulement le réseau local mais aussi le réseau entre les antennes ADRA. D'où le titre « Pépites locales et dynamiques de réseaux ». Pour nous accompagner dans cette direction, Jean-Marc SEMOULIN sera notre invité.

A cette occasion, l'assemblée générale est convoquée pour le dimanche 13 juin à partir de 9h30.

A l'ordre du jour : rapport moral, financier et d'activités ainsi que des questions diverses.

Au plaisir de vous retrouver.

Michael Païta, Secrétaire général.



Cadeaux

Solidaires 2021

Programmes sociaux en France

Actions liées à la Covid-19



+115 %
4 936 €

+115 %
4 995 €



Santé & eau

Soutien camp de réfugiés en Uganda ; Forages à Madagascar ; Wash-Ouli au Cameroun ; Somalie.

URGENCES

Conflits en Arménie, Azerbaïdjan ; Aides suite à la déflagration au Liban (Beyrouth) ; Famine à Madagascar et Typhon aux Philippines.



-9 %
3 730 €

+6 %
3 326 €



SUBSTANCE

Presse à briques à Madagascar ; Formation aux techniques agricoles en RdC ; Masques en Bosnie-Herzégovine.

EDUCATION

Soutiens sur différents centres à Madagascar.



+115 %
4 936 €

**20 040 € AFFECTÉS
À DES PROJETS PILOTÉS PAR ADRA**



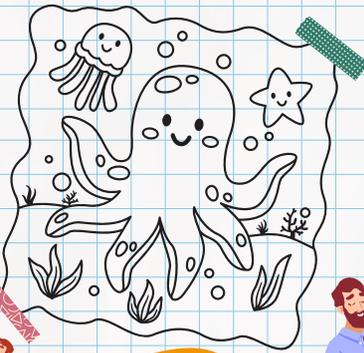
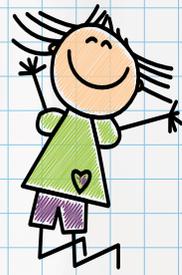
La campagne des « cadeaux solidaires » 2021 a bien débuté puisque depuis novembre dernier ADRA a déjà reçu 24% de dons supplémentaires par rapport à la campagne 2020. Merci de poursuivre votre engagement, votre soutien en cette période de crise exceptionnelle. Les cadeaux solidaires restent disponibles.

www.adra.fr/faire-un-don

merci



KIDS



Trouveras-tu les 8 différences ?

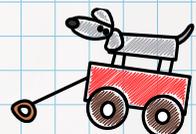
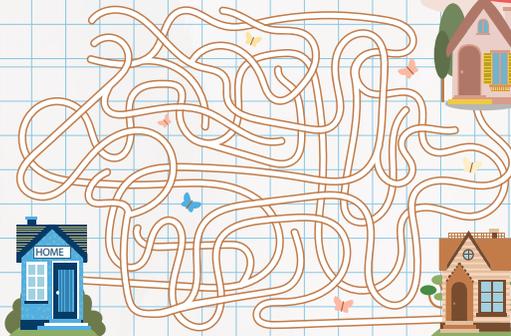


Grâce aux bénévoles ADRA KIDS, ce garçon a reçu un ordinateur pour pouvoir travailler ses devoirs à

la maison. Nous lui souhaitons bonne continuation dans ses études !



Je m'appelle Sarah et j'ai 10 ans. Récemment, j'ai appris qu'aller à l'école auparavant, ce n'était pas pour tous les enfants. Ici en France, l'accès à l'éducation a été pour les garçons d'abord. En 1833 et puis pour les filles en 1836. Aujourd'hui, nous avons des classes mixtes filles/garçons et c'est super ! Moi, je m'entends très bien avec Bruno qui me prête toujours sa colle à papier !



APPEL DE FONDS

Mai-Juin 2021

LES PERSONNES LES PLUS VULNÉRABLES ONT VU
LEUR SITUATION SE DÉGRADER
DANS LE CADRE DE LA PANDÉMIE
DE LA COVID-19

LES ÉTUDIANTS EN PARTICULIER !

ADRA FRANCE S'ENGAGE AUPRÈS D'EUX

UN FONDS SPÉCIAL A DÉJÀ ÉTÉ DÉBLOQUÉ

POUR FAIRE FACE À L'URGENCE

VOTRE SOUTIEN COMPTE ENCORE PLUS AUJOURD'HUI

ET SI C'ÉTAIT MA
FILLE ?

Plusieurs manières de soutenir les actions d'ADRA France

- » via www.adra.fr
- » par virements
réguliers ou ponctuels
IBAN ADRA Dons
FR76 1027 8064 5000 0220 4850 182
Code BIC : CMCIFR2A
- » par chèque à ADRA France
BP 102 - 77193 Dammarie-les-Lys
- » via la plateforme
Internet

 **helloasso**

www.adra.fr/helloasso



Un don à ADRA France ouvre droit
à une réduction d'impôt égale à 66%
du montant de votre don, dans la limite
de 20% de votre revenu imposable.